

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

● Belgique : 18 FB ● Suède : 2,25 KR
● Luxembourg : 15 Fl ● Italie : 350 L ● Grèce :
20 DR ● Suisse : 1 FS ● Portugal : 15 Esc
● Algérie : 1,60 Dinar ● Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**Agences et
associations de voyage :
nuance**
LIRE EN PAGE 6

La réactualisation du Programme commun UN PAS A DROITE

La toilette est donc presque terminée. La commission des « quinze » chargée de discuter la réactualisation du Programme commun devrait achever ses travaux prochainement et transmettre le dossier des conflits non résolus à un « sommet » de la gauche qui, au début du mois de septembre, marchandera les derniers amendements au texte initial de 1972. A quoi rassemblera donc le Programme commun « 1977 » ?

Premier souci des signataires le chapitre des mesures sociales a été révisé en baisse pour tenir compte de la conjoncture économique. Gestion d'un capitalisme en crise, oblige... Si le montant exact du SMIC est l'objet d'une controverse, il ne devrait pas atteindre l'objectif déjà revendiqué par les confédérations syndicales, c'est-à-dire 2200 F sur la base du pouvoir d'achat au printemps 1977. Quant aux personnes âgées, dont le Programme commun initial garantissait des ressources minimales au moins égales au SMIC, elles devront se contenter de 1200 F par mois.

Les patrons s'étaient plaints des mesures contraignantes prévues en cas de licenciements. Le reclassement préalable devrait laisser la place à une formule plus souple dans laquelle la charge de la reconversion — admise sous certaines conditions — incomberait à l'Etat. Le chiffrage et les délais d'application de la résorption du chômage sont laissés dans l'ombre, les partis de gauche n'étant guère enclins, comme ils le disent eux-mêmes, à « promettre tout à tout le monde ».

Le recul « social », qui préfigure une forme « d'austérité de gauche », sera accompagné d'une réaffirmation solennelle des nationalisations envisagées dès 1972. Avec toutefois, quelques précisions éclairantes pour ne pas effrayer la droite. L'extension des pouvoirs institutionnels des conseils d'administration ou des comités d'entreprises est garanti, mais à quoi s'appliquera-t-elle ?

Aux seuls holdings financiers concernées ? La controverse entre le Parti socialiste et le Parti communiste permettra l'adoption d'une position médiane qui soulagera déjà une partie du patronat.

**Le débat
sur l'information
SERVICE
PUBLIC
DE LA Vème
REPUBLIQUE ?**

Lire en page 3

Quant à la « petite phrase », les précisions apportées lèvent toute équivoque sur la manière dont les travailleurs pourraient s'en emparer.

Le zeste de démocratie directe accordée au niveau des seules cellules de travail de base (ateliers, bureaux) ne doit pas faire illusion. Le pouvoir des travailleurs n'est pas pour demain quand on respecte la Constitution de 1958, que l'on déclare, solennellement, garder Giscard jusqu'en 1981 et que l'on reconnaît dans le marché le « régulateur global de l'économie ».

Ajoutez la précision importante sur l'enseignement — on ne nationalisera pas l'enseignement privé mais on l'intégrera progressivement dans un service public de l'éducation nationale —, le changement vraisemblable de position sur l'armement nucléaire, et le déplacement opportun du chapitre des DOM-TOM de la « politique extérieure » aux « institutions nationales », et vous aurez idée de « l'ouverture » et de la « sagesse » des futurs gestionnaires de l'économie. Parti communiste inclus, dont la polémique à l'égard du Parti socialiste, n'aura servi que de prétexte tactique à son image de marque auprès des travailleurs.

Pierre Julien

Vers la reprise à Evian ?

C'est aujourd'hui à 5 h30 que les 1200 ouvriers de l'usine Evian, près de Thonon, doivent reprendre le travail. C'est ce qui ressort du compromis intervenu vendredi dernier à l'issue de la commission de conciliation chargée d'arbitrer le conflit qui dure depuis plus de 40 jours.

Parti sur un refus de la dénonciation par la direction de l'accord salarial qui dépassait les normes du plan Barre, ce conflit avec occupation a occasionné des pertes très lourdes par la Société des eaux d'Evian qui a perdu l'équivalent de 112 millions de bouteilles.

Au terme du compromis signé, si les travailleurs reprennent le travail lundi matin, la direction ouvrira, ce même jour, à 15 h des pourparlers concernant les modalités devant accompagner cette reprise. D'ores et déjà, il semble que les directions syndicales aient mis une croix sur les revendications essentielles à l'origine du conflit. L'arme qu'était l'occupation semble avoir été abandonnée sans contrepartie réelle. Réponse à nos interrogations : dès aujourd'hui.

Les conseillers cubains entraînent la « milice » éthiopienne

La « milice paysanne » éthiopienne est entraînée par quelques 400 Cubains renforcés par des instructeurs israéliens et libyens. Cette information vient d'être donnée à Khartoum (Soudan) par le secrétaire général du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE). Il a également affirmé que les forces du Front « avaient achevé avec succès les phases une et deux de sa stratégie militaire qui consistaient dans la libération des campagnes et des petites localités. » « Maintenant, a poursuivi

Après quatre jours de combats, grâce à la médiation de l'OLP, un compromis a été accepté

Egypte-Libye : cessez-le-feu provisoire?

Un accord de cessez-le-feu est intervenu dimanche, en fin de soirée, entre l'Egypte et la Jamahiriya (Libye), sous l'égide de Yasser Arafat, président exécutif de l'OLP. Jusqu'à quand tiendra-t-il ? Car l'offensive de l'Egypte, nettement supérieure sur le plan militaire, avait toutes les apparences du coup de force. Ainsi, dimanche, pour la quatrième journée consécutive les combats se sont poursuivis. L'aviation égyptienne a bombardé à nouveau l'aéroport militaire d'El Adem, près de Tobrouk, situé 120 km à l'intérieur du territoire libyen. Un grand nombre d'avions ont participé à ce raid qui aurait détruit des rampes de lancement de fusées anti-aériennes, des bâtiments et 6 avions au sol. Immédiatement, plusieurs pays dont les alliances avec l'Union soviétique sont connues se sont interposés. Boumédienne s'est rendu successivement à Tripoli puis au Caire, pendant que

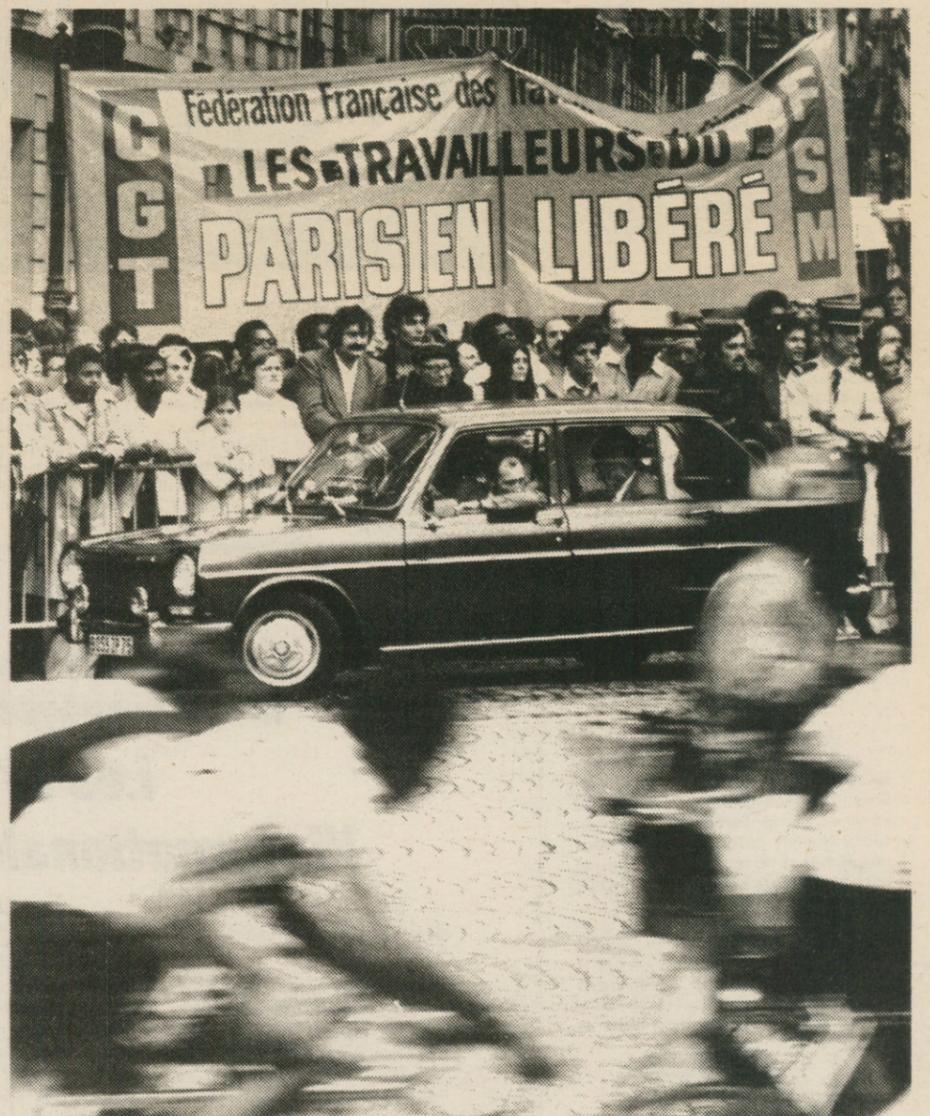
Mengitsu, président éthiopien faisait lui aussi un saut dans la capitale égyptienne. D'un autre côté, Israël aurait offert à l'Egypte de lui laisser le champ libre pour qu'elle puisse dégager certaines unités du Sinai. Mais il semble qu'en dernier ressort, se soit l'entremise de la Ligue arabe qui ait fait le poids en égard au risque d'éclatement de « l'unité arabe » et de conflits dans la région.

au cas où l'Egypte ait poursuivi son offensive. Que cherche donc par ces opérations le régime de Sadate ? Diverses hypothèses circulent à ce sujet dont la plus probante aurait trait à une possibilité de renversement du régime de Khadafi.

Il est certain qu'au Caire l'on suppose sur des divisions internes du pouvoir libyen, que les opérations des derniers jours auraient eu pour objet d'aviver.

Autre idée avancée : l'opération militaire sur la Libye serait une diversion. L'on sait qu'au sein des forces armées égyptiennes des rancœurs se sont fait jour depuis la mise en sommeil des revendications territoriales de l'Egypte à l'égard de l'Etat d'Israël. Mais dans tout les cas, le jeu de Sadate comporte bien des risques.

Le cessez-le-feu qui vient d'intervenir traduit peut-être ces incertitudes.



A l'arrivée sur les Champs-Élysées, les travailleurs du « Parisien libéré » (co-organisateur du Tour) ont rappelé que le gouvernement tardait à ratifier l'accord signé après 29 mois de luttes.

Un feu d'artifice mouillé

Il y avait Jacques Chirac toujours attentif aux caméras, les P-DG. du Parisien libéré et de l'Equipe, Lquison Bobet (membre du RPR), Annie Cordy, la marseillaise, etc. tout cela pour féliciter Thévenet, vainqueur du Tour de France.

Mais bizzarement, l'on ne s'est pas attardé. Pas de grandiloquence. Un « M. Thureau toutes mes félicitations » de Chirac, à la télévision, bien rapide, un Zitronne très sombre : cela manquait quelque peu de panache cocardier. La pluie tombait à verses, certes, mais cet empressement à tourner la page pa-

raissait bien suspect. Il faut dire qu'au cours de l'étape, on apprenait que 4 nouveaux coureurs s'étaient dopés. Y en aurait-il d'autres malgré les assurances officielles ? Merckx et Van Impe auraient-ils proposé un contrôle de leurs urines à leurs frais s'ils n'estimaient pas que certains parmi les mieux placés étaient sujets à caution. Une affaire à suivre, même si le silence s'achète. Dans quelques jours si révélation il devait y avoir, elles feront moins de vagues.

Lire page 7

Lire page 2

NOTES INTERNATIONALES

Le Shah sauvage

C'est avec un cynisme sans pareil que le Shah d'Iran a affirmé qu'il y avait seulement 3 000 prisonniers politiques dans son pays qui « appartenaient à des organisations marxistes, trotskistes et terroristes ». Cela ne semble pas être l'avis d'Amnesty International qui a estimé à nouveau que le nombre des prisonniers politiques pourrait atteindre 300 000.

Uranium

Le gouvernement bolivien a annoncé officiellement samedi qu'une société française, la COGEMA (cf. le contrat uranium avec l'Afrique du Sud) était intéressée par la prospection et l'exploitation de l'uranium dans ce pays.

Chômage

Le nombre des chômeurs britanniques dépasserait 1 500 000, indique-t-on officieusement à Londres. Pourtant, la situation de l'emploi semblait s'être améliorée au cours des derniers mois. Mais, avec juillet 669 000 jeunes terminant leurs études vont venir grossir les rangs des chômeurs.

Sécurité de l'Etat

Dix militants péruviens, dont l'ancien leader du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), Gonzalo Fernandez Gasco, ont été condamnés, jeudi par le tribunal militaire de Chiclayo à des peines de vingt mois à sept ans de prison. Accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat et de l'attaque d'une banque à Otuzco, sans que les preuves aient été produites, ils ont fait appel auprès du Conseil suprême de justice militaire, à Lima.

Cohn-Bendit

Daniel Cohn-Bendit était vendredi aux « journées libertaires internationales » qui se déroulent à Barcelone. Pour lui, « Santiago Carrillo n'est pas un révolutionnaire et Felipe Gonzales (PSOE) représente un danger, car il est un social-démocrate ». Pendant ce temps, le même Gonzales rencontrait Mario Firmenich, leader des Montoneros argentins. Au cours de cette réunion, il a été question du soutien que le PSOE pourrait apporter à l'organisation argentine dans sa lutte contre le régime de Videla.

NARITA

La tension monte aux abords de Narita (Japon) où plusieurs milliers d'agriculteurs et étudiants sont venus renforcer les manifestants qui s'y trouvaient déjà pour empêcher l'ouverture du nouvel aéroport de Tokyo. Des cocktails molotov ont été la cés sur les pistes et les bâtiments. On se souvient qu'en mai dernier les opposants à l'ouverture de l'aéroport s'étaient heurtés très violemment aux brigades anti-émeutes. Il y avait eu officiellement un mort et 400 blessés.



REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
L'irrésistible ascension de Teng Hsiao-ping
VERS QUELS SOMMETS ?

Communiqué de l'OCT

«...Venant après l'élimination du « groupe de Shanghai » dans des conditions alarmantes, après le retour en force de tendances révisionnistes dans la vie politique chinoise et dans le PCC, tendances qui se sont d'ailleurs heurtées à de très fortes résistances, il s'agit d'un événement d'une extrême gravité.

« Depuis l'éviction du groupe de Shanghai, nombreux sont les signes d'un glissement à droite en Chine, jusque et y compris des remises en cause de certains acquis de la Révolution culturelle. La réhabilitation de Teng Hsiao-ping sanctionne un grave recul pour la Révolution chinoise. Il ne s'agit, certes pas, de conclure à l'irréversibilité de ce recul, mais, plus que jamais, le sort de la Révolution chinoise dépend des travailleurs, ouvriers et paysans de ce pays, de tous les communistes chinois, de leur détermination et conscience politique, forgées par plus de 30 années de combat de classe. »

Le 22 juillet.
Le Secrétariat national de l'OCT.



Voici la photo officielle de la réhabilitation. On reconnaît de gauche à droite : Hua Kuo-feng qui cumule les fonctions de président du parti, Premier ministre de la Sécurité publique et président de la commission militaire du CC.

Yé Kien-ying est vice-président du CC, ministre de la défense, membre du bureau politique et du comité permanent du bureau politique. Teng Hsiao-ping va retrouver ses anciennes fonctions : vice-président du CC, vice-Premier ministre, chef d'état-major des armées, membre du bureau politique et vice-président de la commission des Affaires étrangères.

Il n'est pas besoin de faire un dessin pour expliquer que le pouvoir de l'Etat et du parti est concentré entre les mains de trois hommes. Cet aspect est renforcé lorsqu'on fait le bilan de la composition des organes dirigeants du parti élus par le X^e Congrès du PCC. Il ne reste quasiment plus rien de l'équipe mise en place, soit à cause de décès, de transferts ou d'arrestations. Dans la plus haute instance, le comité permanent du bureau politique, sur 9 membres élus, il ne reste plus que Yé Kien-ying ! Sur les 5 vice-présidents du CC il n'en reste plus que 2, sur 24 membres du bureau politique, il n'en reste plus que 16.

ERYTHREE

Les conseillers cubains entraînent la « milice paysanne » éthiopienne

Les avatars de l'internationalisme prolétarien

Suite de la page 1

Castro osera-t-il aider le DERG à organiser sa marche-suicide sur l'Erythrée ? En posant cette question, au début du mois de juin (Rouge, n° 364) de nombreux et sérieux indices nous poussaient, hélas, à répondre par l'affirmative. Mais jusqu'ici, les fronts de libération érythréens (FPLE et FLE) n'avaient pas confirmé catégoriquement cet engagement. Il faut dire que jusqu'au dernier moment et le représentant en France, Nafi Kurdi, nous l'avait dit avec peu d'illusions, les nationalistes espéraient que « le peuple cubain qui demeure fidèle à ses principes internationalistes saurait que socialisme et guerre d'agression sont incompatibles. »

Encore faut-il préciser de quel internationalisme il s'agissait. La politique extérieure de l'Etat cubain a pris quelque liberté avec les principes léninistes du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. D'autant que pour Cuba le fait érythréen

n'existe pas. On pouvait lire il ya mois dans « Gamma » à ce sujet une attaque en règle contre ces « séparatistes » érythréens qui menacent « l'unité nationale » du pays allié, l'Ethiopie. L'historique du bradage de l'indépendance de l'Erythrée, avec les tours de passe-passe de l'ONU, de Haïlé Sélassié et de l'impérialisme, La Havane n'en a cure.

Car pour Moscou et de manière indirecte pour Cuba, la situation dans la corne de l'Afrique et les rapports de force interne à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) décident de cette politique aveugle. D'un côté, il s'agit à tout prix de faire pièce au projet des Etats arabes réactionnaires dans cette région. De l'autre, il faut ménager diplomatiquement un des principes de base de l'OUA, à savoir l'intangibilité des frontières.

Dernièrement l'URSS et Cuba essayait de proposer aux Erythréens un projet de fédération avec l'Ethiopie.

Aujourd'hui, on n'est plus là

et la pratique soviéto-cubaine contre l'Erythrée est tout simplement criminelle, sinon suicidaire à terme. D'autres pays comme la Lybie qui se sont fourvoyés dans cette guerre d'oppression envisagent de faire marche arrière.

Les Cubains qui bénéficiaient par le passé d'un grand crédit dans les maquis érythréens ne semblent pas pour le moment faire de même. De ce fait, sans trop d'efforts, des régimes réactionnaires comme le Soudan qui apportent une aide politiquement dosée aux fronts de libération, se donnent des auréoles progressistes.

La responsabilité du mouvement international et ses carences n'en apparaît que plus grande. Il est temps de savoir si oui ou non les formations politiques et syndicales de gauche appuient le peuple érythréen dans sa lutte de libération, comme le PCI qui, en Italie, invite les fronts à sa fête de l'Unita. L'isolement des combattants érythréens n'a que trop duré.

Frank Tenaille



tique, idéologique et organisationnel, la réunion du XI^e Congrès national du parti, a annoncé un éditorial commun, publié vendredi dans le *Quotidien du peuple*, le *Drapeau rouge* et le *Quotidien de l'armée de libération*. On pouvait y lire que « la lutte entre notre parti et le gang antiparti des quatre est une des luttes majeures entre deux lignes dans l'histoire de notre parti ».

L'ordre du jour a été adopté pour le prochain congrès. Le rapport du comité central et un projet de révision de la constitution du parti ont déjà été approuvés.

C'est au cours de ce XI^e Congrès, convoqué cette année, que nous saurons si Teng accèdera aux plus hautes fonctions, comme l'on s'y attend généralement. Après l'élimination des « maoïstes », ce congrès sanctionnera les rapports de forces au sein de l'appareil dirigeant qui sont loin d'être stabilisés. Un document secret, sorti clandestinement de Chine en février dernier, et cité par l'AFP, indiquerait que Hua Kuo-feng serait critiqué publiquement par des responsables de l'armée dans six districts différents. Dans la compétition, Teng semble, au vu de l'ampleur des manifestations et des appuis solides qu'il a dans l'appareil, en bonne position.

Le CC du PC chinois et le « groupe de Shanghai »

« La « bande des quatre » est une poignée de comploteurs et carriéristes bourgeois, une équipe d'hommes d'extrême droite à tous crins et une sinistre cabale de vieux et nouveau contre-révolutionnaires.

« Ce sont des représentants typiques des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et du Kouomintang de Tchiang Kai-chek au sein de notre parti. Leur base sociale est constituée par des propriétaires, des riches paysans, des contre-révolutionnaires, des mauvais éléments et la vieille et nouvelle bourgeoisie.

« La lutte de notre parti contre la « bande des quatre » est une continuation de la longue lutte menée par le Parti communiste chinois et les masses révolutionnaires contre les réactionnaires du Kouomintang, une poursuite de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, et une continuation de la lutte entre le marxisme et le révisionnisme. La résolution souligne qu'il a été établi par de nombreuses preuves, qui ont été soigneusement vérifiées, que Chang Chun-chiao est un agent spécial du Kouomintang, Chiang-Ching un rénégat, Yao Wen-yuan un élément de classe étranger, et Wang Hong-wen un élément de la nouvelle bourgeoisie. »

Le PS estime « positive » la réactualisation du Programme commun

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi à Paris, a porté une appréciation positive sur l'évolution des discussions concernant la réactualisation du Programme commun. « De nombreuses et réelles concordances de vues sont apparues, a déclaré Pierre Beregovoy dans son rapport, permettant de préciser et d'enrichir le Programme commun sur bien des points. »

Il semble que les divergences résiduelles portant essentiellement sur les nationalisations (étendue et contenu) et sur la force de frappe nucléaire. Des désaccords persistent, mais pourraient être réglés par la commission des quinze dans les prochains jours : sur la date d'application du SMIC à 2 200 F, sur les modalités de l'impôt sur les grosses fortunes et le capital et sur les modalités du scrutin à la proportionnelle.

A propos de la Défense nationale, les dirigeants du Parti socialiste ont d'abord rappelé qu'il n'était pas question de revenir sur l'appartenance à l'Alliance atlantique, par le biais d'une définition de la défense « tous azimuts » comme le souhaiterait le Parti communiste après son revirement sur l'arme nucléaire. Concernant la position exacte des socialistes sur le maintien de la force de frappe nucléaire, François Mitterrand, dans son intervention de clôture, a souligné qu'elle serait connue rapidement en raison de la préparation d'une convention nationale appelée à statuer le 11 décembre prochain. En attendant, la délégation socialiste aux négociations de réactualisation recherchera une « formule d'attente » qui satisfasse l'ensemble des partis.

La comité directeur a également discuté du projet Mexandeu sur le système éducatif. On se souvient que l'avant-projet, il y a quelques semaines, avait provoqué de vives réactions de « l'enseignement libre », dans la mesure où il réclamait explicitement la nationalisation des établissements d'enseignement privé recevant des fonds publics. Dorénavant, a précisé Louis Mexandeu, le Parti socialiste se battra pour « l'intégration par étapes négociées des établissements privés recevant des fonds publics, au service public unique et laïc de l'Education nationale ». Nuance ! « Il ne faut pas rallumer la guerre scolaire », a conclu le spécialiste des questions d'éducation au Parti socialiste.

Enfin, le comité directeur a fixé au 6 novembre une convention nationale chargée de ratifier l'ensemble des candidatures socialistes aux élections législatives de 1978. Les candidats seront officiellement connus le 15 janvier 1978.

P. J.

Un communiqué de l'association de la MJC et du théâtre des Deux portes CHIRAC FERME !

Le conseil d'administration de la MJC et du théâtre des Deux Portes vient de recevoir une sommation à déguerpir sans délai. Monsieur Chirac reprend à son compte la décision scandaleuse d'expulsion qu'avait prise l'ancien préfet de Paris, marquant ainsi sa volonté de baillonner une association culturelle qui assume pleinement sa vocation d'éducation populaire.

Ce mauvais coup intervient après plusieurs mois où tout laissait à croire qu'une solution négociée était possible.

Le maire de Paris a choisi la période des vacances pour porter un coup bas. L'association de la MJC et du théâtre des Deux Portes appelle tous ceux qui ont déjà manifesté leur soutien à déjouer cette dernière manœuvre et à tout faire pour que la MJC puisse continuer son travail au service de la population du XX^e arrondissement.

Envoyez des télégrammes de protestation à Chirac, Hôtel-de-Ville, Paris.

« L'affaire de TF 1 » relance le débat sur l'information

SERVICE PUBLIC OU SERVICE DE LA V^e REPUBLIQUE ?

Allez, un si bon filon, on ne va pas le lâcher comme ça : c'est pas tous les 24 juillet qu'on a l'occasion de s'offrir un morceau d'anticommunisme de premier choix. Après les leaders de la majorité, la presse de droite de samedi à dimanche, remet le couvert. La palme au « Figaro » qui évoque ce qui nous attend si le PC vient au gouvernement :

« La liberté consiste à respecter la « volonté populaire ». Ceux qui ne se plient pas — rectifions : ceux qui n'approuvent pas pleinement, du fond du cœur, cette volonté — démasquent ainsi leurs instincts criminels. Bien entendu, il n'est pas question de les laisser exprimer une opinion insultante pour

le peuple. Mais il faut aussi les mettre hors d'état de nuire. Au nom du peuple. Au nom de la liberté. Les prisons, les camps, les poteaux d'exécution sont faits pour cela. »

La police saisit à TF 1 le « film » des événements ; le Journal du dimanche qui publie un récit dramatisé de la « folle soirée » de TF 1 se réjouit d'avance de la comparution prochaine des membres du « commando » devant le juge...

La FEN condamne à son tour. La CGT se tait... Les dirigeants du PC, « l'Huma » défendent mollement l'action de leurs camarades de l'aéronautique...

Au-delà de la bourde politique qu'elle représente, de la part du PC, cette action agit comme un révélateur de la conception que se font les uns et les autres de l'information. Les cris d'orfraie de la droite s'expliquent aussi parce que pour elle, il n'est pas question de laisser passer quoi que ce soit qui mette en cause l'information telle qu'elle fonctionne aujourd'hui comme structure et institution, le système d'information fonctionnant à sens unique.

Là est bien la question : qu'un chef de cabinet, un ministre, un président du CNPF passe un « petit coup de fil » au directeur de l'infor-

mation d'une chaîne de télé pour lui donner son « avis » sur la façon dont une information doit être ou ne pas être traitée, ça n'est pas un scandale, c'est une pratique courante. Que des travailleurs, des membres d'un parti d'opposition fassent irruption sur un plateau, c'est inqualifiable. Dans l'Aurore, Van Den Esch écrit sans rigoler, à l'époque des Hersant et des Springer : « *Aucun journaliste digne de sa profession n'accepte d'écrire ou de lire un texte sous contrainte physique ou morale.* » Bien plus, il ajoute : « *Aucun organe de presse ne refuse de prendre en considération et de*

diffuser — au moins pour l'essentiel — un communiqué syndical, surtout si le texte fait état de problèmes qui débordent l'intérêt catégoriel. » Comme vous l'avez remarqué, l'Aurore est un journal truffé de communiqués syndicaux...

La France a peur ?

Quand Gicquel, à l'occasion de je ne sais plus quel crime spectaculaire, regarde la France au fond des yeux et commence (à l'heure) son journal répétant trois fois de suite, d'un ton mélodramatique « la France



Les inondations dans le Gers COMME UN VOL DE CORBEAUX

Fourcade, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'équipement, se promène aujourd'hui dans les régions sinistrées par les inondations des 8 et 9 juillet.

Sept morts et cinq disparus dans le Gers. Des dégâts matériels encore

difficilement chiffrables. 80 immeubles inhabitables à Auch, 35 km de routes défoncées, 18 ponts balayés, 4000 lignes téléphoniques coupées, des cultures ravagées, du bétail noyé, des voitures emportées, c'est le tableau de chasse de pluies correspondant au tiers des précipitations annuelles sur le département. La catastrophe a été rendue possible par le massacre de l'équilibre écologique dû aux reboisements « sauvages » : un aménagement du territoire qui avait ôté aux terres leurs capacités de buveuses d'eau.

L'Etat a accordé une aumône de 100 millions, austérité oblige ; même en comptant les rallonges, cela ne couvre pas les pertes des seuls artisans, évaluées à 1,5 milliard. Et ils ne sont que 143. 5800 familles doivent se trouver un logement habitable. Comme dit le préfet en levant, samedi, le plan Orsec : « *Tout ce qui était urgent a été fait, il reste maintenant le long terme.* » Il est vrai que la propriété privée a été bien protégée, si l'on en juge par les peines d'années de prison ferme prononcées par le tribunal des flagrants délits d'Auch à l'encontre de naïfs

qui avaient ramassé un bidon d'huile ou un tube de crème solaire, flottant au fil de l'eau.

Place au bénévolat. Le 14 juillet, le PCF avait délégué sur place 400 militants. Les commerçants ont fait une braderie. Un grand esprit de solidarité nationale souffle et les ministres viennent, les uns après les autres, « témoigner ». Bonnet, Bourges, venu féliciter ses troupes, Mehaignerie qui s'occupe d'agriculture, ont ainsi compati. Ça ne mange pas de pain. Leur rôle, c'est de prévoir. Ils n'ont rien prévu. C'est, éventuellement, de réparer leurs bêtises, mais comme c'est eux qui fixent les dommages et intérêts, ils préfèrent parler de catastrophe nationale et faire des discours. Mitterrand, plus littéraire, a dit : « *Ce n'est pas l'heure de la politique, c'est l'heure de la décence.* » Pour un peu, il ferait passer pour obscènes des gens qui ont tout perdu grâce à l'incurie du gouvernement et qui réclament leur dû. Une idée : un impôt-pluie qu'on ferait payer aux gros industriels pollueurs qui détraquent tout.

D.F.

a peur », ça n'est pas de la manipulation de l'information : ça n'a rien à voir avec le procès de Patrick Henry qui doit s'ouvrir bientôt. Non, c'est juste un journaliste « libre » qui s'exprime en son âme et conscience. A égalité avec ceux qui représentent un point de vue opposé au sien, les courants du mouvement ouvrier, notamment. Bien sûr.

Nous n'accordons aucun crédit à toutes ces salades sur la « liberté », l'âme et la conscience, la déontologie du journaliste. Ça n'est pas une question d'individus, de personnes, de conscience, mais de système d'information. Qui « contrôle » la conscience d'un Gicquel ? D'où lui vient sa « liberté » ? Pas de ceux qui l'écoutent, qui reçoivent sa parole incontestable, mais ceux qui l'ont assis dans son fauteuil.

Nous ne nous battons pas seulement pour arracher les moyens d'information, notamment ceux qui ont un caractère de « service public » à la domination sans partage de la classe dominante. Nous nous battons aussi pour une autre information, c'est-à-dire une autre forme de l'information, nous nous battons pour que l'information ne soit plus une institution qui fige les rôles et sépare radicalement ceux qui informent et ceux qui sont informés.

Nous nous battons pour que l'information soit un instrument de la démocratie. Ce qui signifie que cette coupure entre les actifs qui informent et les passifs qui sont informés soit abolie. La presse révolutionnaire, les journaux de contre-presse liés à des collectivités qui luttent, certains éléments qui se dessinent autour des radios pirates montrent comment peuvent se dessiner les contours de cette information différente.

« Service public »

Cette lutte ne doit pas nous entraîner à négliger le combat dont l'enjeu sont les organes d'information liés à l'Etat et considérés comme « service public ». Dans la perspective d'une victoire de l'Union de la gauche aux élections, cette bataille est décisive. Cette question est l'objet de discussions dans le cadre de la réactualisation du Programme commun. Certaines mesures sont prévues, comme une « plus vaste répartition des aides publiques » afin d'aider les journaux à faibles ressources publicitaires, le maintien du caractère de service public des radios et télévisions nationales, mais accompagné de l'abolition du monopole d'Etat : ce qui permet d'envisager la création de radios ou télévisions locales liées à des « collectivités territoriales ou locales ».

Ces formules sont trop générales pour être convaincantes : elles ne répondent pas au problème fondamental qui est celui des conditions d'exercice d'une véritable démocratie sur le terrain de l'information. L'expression de « collectivités territoriales ou locales » est volontairement vague. Qui décidera de la « représentativité » réelle de telle ou telle « collectivité » qui souhaiterait se doter d'une radio, d'une télé ? Au reste, entre « pouvoir » au niveau des principes et « avoir les moyens » réels, financiers, techniques et autres de créer une radio, une télé, il y a une marge. La démocratie réelle, c'est l'égalité des moyens matériels de s'exprimer, proportionnée à la représentativité de chaque courant, parti, « collectivité »... Une telle démocratie ne peut être garantie que par une organisation démocratique de l'ensemble de la vie sociale et politique, fondée sur l'activité des masses, l'essor de leur conscience sociale et politique. Ce problème n'est pas en débat dans les discussions sur la réactualisation du Programme commun.

A MALVILLE, SUR LE TERRAIN

Malgré les mesquineries du préfet, le rassemblement se prépare d'arrache pied

A six jours du rassemblement des 30-31 juillet, alors que les soutiens, les reculades se succèdent, où en est-on à Malville ?

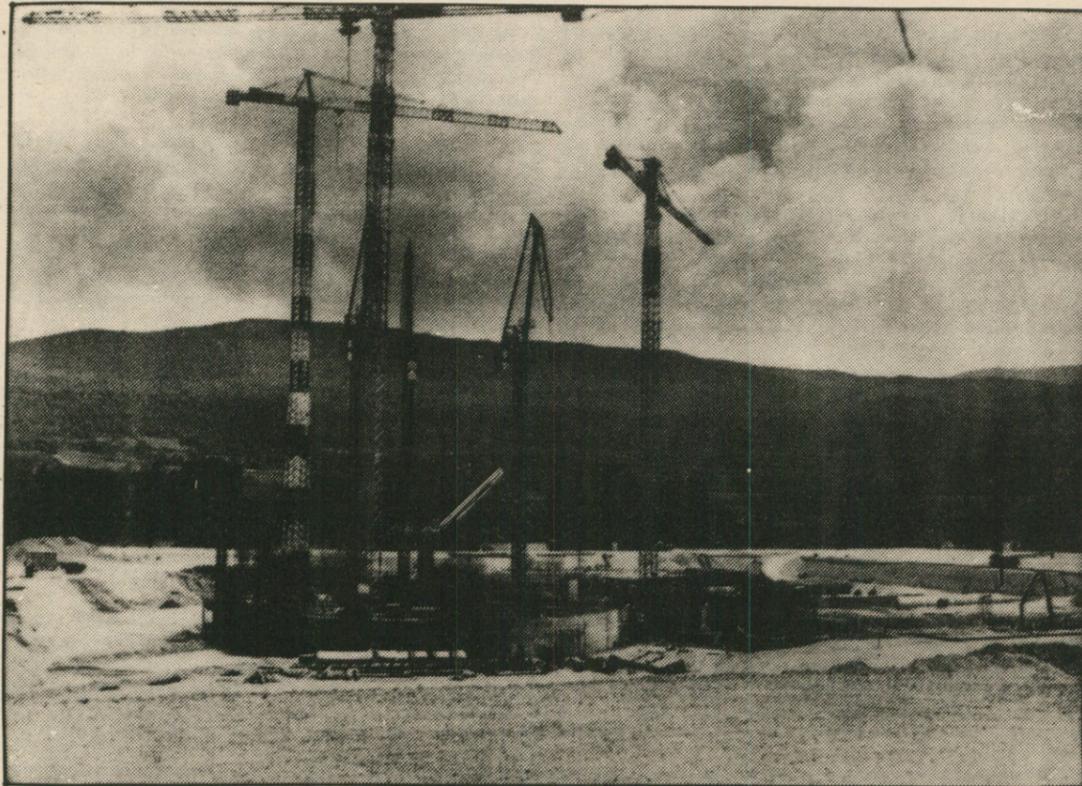
Chevaux de frise et camping interdit

Le long du grillage qui entoure le chantier, des chevaux de frise électrifiés sont mis en place et une sorte de chemin de ronde a été goudronné. Dominé par une batterie de grues (dont trois de plus de 80 m. de haut), le « Radier » antisismique constitue d'ores et déjà la base du bâtiment du réacteur. Tout proche, un cantonnement de CRS a déjà été construit dans l'enceinte même de la centrale et ce sont plusieurs milliers d'hommes que le pouvoir va mobiliser.

Le préfet de l'Isère, enfin, a pris le 12 juillet, un arrêté interdisant le camping sur une demi-douzaine de communes proches du site : « une telle concentration de population sur des terrains non-aménagés constitue une menace effective et sérieuse d'atteinte au maintien de l'ordre et à la protection de la santé publique. »... Plus la peine comme en 1976 de se cacher derrière le prétexte de la sécheresse !

La coordination renforce son organisation

En face, ce sont déjà plus de 250 personnes (actuellement 18 groupes de jumelage — un comité local, un comité régional et un comité national ou international) qui sont déjà sur place, chez l'habitant, et organisent l'accueil, préparant les forums prévus le 30 sur les divers points de rassemblement (extérieurs à la zone



Le chantier du surrégénérateur Super-Phénix à Malville

de camping interdit) et les crèches qui fonctionneront dans certains centres d'accueil. Des commissions (accueil, forums, santé-hygiène, presse, politique, juridique) sont en place. Une première coordination des jumelages, s'est tenue samedi 23 au couvent de Bouvesse.

L'opération de charme EDF déjouée

Cette organisation a permis, dès le vendredi 22 une action réussie des

jumelages de Lhuis et Faverges : l'EDF et la NERSA (société européenne de construction) invitaient la presse à une visite du site et un repas au tout nouveau restaurant de Malville, « le Coupvray ». Déguisés en journalistes, les militants anti-nucléaires arrivèrent pour participer à la visite et proposer un débat contradictoire devant la presse aux responsables EDF-NERSA. Refus de M^{me} Banal (!), P-DG de la NERSA et de son directeur technique qui quittèrent la salle. Une intéressante dis-

cussion s'ensuivit avec les journalistes et M^{me} Barberger, directeur des travaux Super-Phénix.



LA ROSE AU POING ET L'EPINE ANTINUCLÉAIRE

Le Parti socialiste et le double langage

Le Parti socialiste a décidé, lors de son comité directeur du 23 juillet, de ne pas participer aux formes et aux marches des 30 et 31 juillet. Il appelle l'ensemble de ses élus et de ses militants à se réunir le 30 juillet, à partir de 10 h à la salle des fêtes de Courtenay. Cette décision était attendue. Elle fait suite à une entrevue entre les comités Malville et deux délégués de ce parti, dont nous faisons le récit ci-dessous.

Le 7 juillet dernier, la coordination des comités Malville rencontrait Christian Mora de la commission nationale énergie du PS et Pierre Belorgey de la commission d'environnement, afin de discuter du rassemblement des 30 et 31 juillet.

Mais les représentants du PS s'engagèrent sur un autre terrain ; voici le discours qu'ils tinrent, en substance, aux délégués de la coordination :

« Nous, PS, nous sommes de votre côté. Mais même si, fondamentalement, beaucoup d'entre nous sont antinucléaires, nous sommes actuellement en situation de subir les effets des choix énergétiques fait en 1972. En cas de victoire de l'Union de la gauche aux législatives, nous serons forcés de garder le nucléaire pendant quelques temps ; il ne sera pas possible de réorienter tout de suite le programme énergétique français, car on aura besoin de crédits en priorité pour sauver la sidérurgie et contre la fuite des capitaux. Certes, ce sont là des options réformistes s'inscrivant dans le cadre capitaliste, mais c'est pour une période de transition. On économisera et on réorientera avec des effets à cinq ans, c'est-à-dire qu'on continue avec le nucléaire jusqu'en 1983... »

Ces propos étaient assortis de considérations sur la discrétion qui devait entourer ces projets afin de ne pas prêter le flanc à la politique gouvernementale. Ils se concluaient par une injonction à ne pas se tromper de partenaire pour les législatives : le PS seul sera crédible et porteur de changement. La coordination était donc vivement encouragée à voter utile dès le premier tour...

Et Malville dans tout ça ?

Les représentants de la coordination durent faire un rappel à l'ordre du jour : ils étaient mandatés pour discuter d'un problème bien précis : le 30 et 31 juillet, que fait le PS ? Le premier épisode de la discussion fut donc clos, non sans que le PS ait renouvelé son offre de discuter de la révision du programme énergétique. Il fut alors question des forums et des marches du 31.

En ce qui concerne les forums, le PS voulait s'assurer des possibilités d'expression conformes à son caractère de « grand parti responsable » ; il demandait donc un temps de parole dans chaque débat proportionnel à son influence en tant que parti important, en passe d'exercer

Il est important de souligner que, pour sa part, l'Association des élus locaux, qui regroupe près de 140 élus des départements proches du site vient d'appeler au rassemblement des 30 et 31 juillet. L'association a réitéré son appel : arrêt immédiat de la construction, consultation des populations dans un rayon de 50 km, publication d'un plan Orsec-Rad dans toutes les mairies de la région.

des responsabilités gouvernementales et proche des écologistes...

La coordination répondit qu'elle souhaitait des discussions animées, avec des interventions courtes, de temps égal pour tous les intervenants, afin de ne pas juxtaposer des déclarations, mais de faciliter l'échange des arguments. Cela, le PS n'en voulait pas.

A propos des marches du 31, la question posée par le PS fut la suivante : « Pouvez-vous assurer que la manifestation s'arrêtera devant un mur de flics et qu'il n'y aura pas de bris de matériel par quelques-uns sur le site ? » Réponse leur fut faite qu'il pouvait certes y avoir des provocateurs, comme dans toutes les manifestations, mais que tout était mis en œuvre pour que les marches du 31 atteignent leur but : renforcer la lutte contre Super-Phénix.

Ainsi, le PS fait fleurir le double langage. Cela n'est pas étonnant à l'heure où le développement du mouvement antinucléaire en fait un enjeu politique d'importance nationale, que ce soit sur le fond (choix énergétique et type de société) ou au niveau bulletin de vote, au printemps 1978...

En attendant, le PS se retire, tout en préparant les portes de sortie pour tenter de faire retomber sur le

mouvement antinucléaire lui-même la responsabilité de la non-adhésion d'organisation du mouvement ouvrant à cet épisode de la lutte. Pourtant, la direction du PS a eu les garanties qu'elle demandait : rien ne l'empêchait de prendre la parole devant les rassemblements et de faire connaître son point de vue. Elle aurait pu prendre ses responsabilités et aider à déjouer d'éventuelles provocations. C'est la voie qu'ont choisie nombre de militants du PS, du PC et des syndicats qui seront présents les 30 et 31 juillet.

GRENOBLE : UNE MUNICIPALITE « RESPONSABLE »

L'un des forums du 30 juillet sera consacré aux autoréductions de factures EDF. Là aussi, le PS a rendu sa réponse, en tout cas à Grenoble. Le maire, M. Dubedout, a répondu à une liste de questions écrites que lui avaient adressées les autoréducteurs dont il vient de faire couper le courant. Nous publions, comme document, quelques-unes de ces réponses. Nous rappelons qu'à Grenoble, c'est une régie municipale (la RGE) qui distribue l'électricité, sauf dans certaines communes périphériques.

● M. le Maire, vous nous dites qu'en autoréduisant les factures de la RGE, nous nous sommes trompés d'adversaire. Les conseillers municipaux habitant sur la zone d'EDF sont-ils prêts à réduire leur facture EDF pour ne pas financer Superphénix ? Nous rappelons qu'ils se sont opposés publiquement au projet.

— Les conseillers municipaux ont estimé à l'unanimité que réduire de 15% les factures d'électricité ne constituait pas un moyen d'action efficace. Ils seraient en contradiction avec eux-mêmes s'ils appliquaient cette réduction à leurs factures EDF.

● Quand les travailleurs des PTT font la grève, le pouvoir dit que c'est les contribuables et les usagers qui en font les frais. Aujourd'hui, des usagers refusent de financer un projet pour lequel ils n'ont jamais été consultés. Ne pensez-vous pas utiliser les mêmes arguments en les accusant de faire payer à leur place les contribuables grenoblois ?

— Nous refusons d'assimiler un refus de payer à une grève. En faisant grève, le travailleur ne perçoit pas de salaire. En matière de consommation, la grève consiste à ne pas consommer et non à refuser de payer une partie de ce qui est consommé.

● Si vous n'êtes pas d'accord avec l'action des 15%, que proposez-vous, en plus des motions et communiqués, pour arrêter concrètement Superphénix ?

— En plus des motions, communiqués et débats publics, le groupe socialiste du conseil municipal s'est associé à la manifestation du 29 juin et au mouvement de fermeture des mairies du 7 juillet. Il suit attentivement le très important recours juridique qui vient d'être déposé par le président du Conseil général de l'Isère auprès des tribunaux administratifs. Il peut y avoir là un moyen réel d'arrêter les travaux.

Mais il faut être bien clair, un conseil municipal qui se veut démocratique respectera la légalité et la loi de la majorité. Il incite donc tous ceux qui sont préoccupés par la politique énergétique du gouvernement à s'associer au grand mouvement en faveur de l'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir, qui seule permettra de modifier le mode de développement et le mode d'organisation de notre société.

ANNONCES

MARSEILLE

— Départs en cars organisés par le comité Malville de Marseille, le vendredi 29, à 23 h, fac Saint-Charles. Retour dans la nuit de dimanche à lundi. Prix : 50 F, aller-retour. Réserver absolument avant le 27 (comité Malville, 2, rue Ph.-de-Girard, 13001 Marseille. Tél : 39.70.63...)

— Réunion le lundi 25, au local, 60, rue Toussaint, des militants, lecteurs de « Rouge » et autres, sur le nucléaire en général et Malville en particulier.

HAUTES-ALPES

— Départs coordonnés par le comité Malville-05 (s/c Vial-Jaime, 9, passa-

ge Rolland, 05000 Gap. Tél : (92) 51.42.16).

— Appel pour Malville du Comité d'action vivre 05 et de la revue de contre-information « le Légume humain » (quartier de Parassac, 05000 GAP).

SAINT-BRIEUC

— Attaque fasciste : le comité Malville faisait samedi une animation de rue et une information Malville sur le marché. Un groupe de fascistes, dont l'un sortit une matraque, a attaqué les anti-nucléaires, mais a pu être dispersé.

FURNON DANS L'ILLEGALITE

La lutte des ouvrières de Furnon rebondit une nouvelle fois. Alors qu'elles avaient accepté de reprendre le travail dans l'atelier « ghetto » en attendant la signature de l'accord, fin juillet, Furnon engageait des démarches de licenciements contre cinq cégétistes (dont une déléguée). Les ouvrières cégétistes se mettaient en grève immédiatement (cf. Rouge du 22 juillet). La cour d'appel de Nîmes a réordonné la réintégration des ouvrières CGT dans l'atelier principal et le versement à chaque ouvrière de la somme de 3 000 F (contre 700 F au précédent procès).

Mais, lorsque vendredi à 8 h, les ouvrières cégétistes se sont présentées, Furnon leur a refusé l'entrée, fidèle à sa déclaration : « Je fais serment d'œuvrer à la destruction de toute organisation qui a tenté à la vie de mon entreprise. »

Les ouvrières en lutte ne cèdent pourtant pas. Elles se représenteront donc lundi matin, conformément au verdict de la cour d'appel de Nîmes, à leur poste de travail dans l'atelier principal et non dans le hangar-« ghetto ».

A la veille des vacances

A la veille des vacances, la direction de Renault a distribué bons et surtout mauvais points. Ainsi, des sanctions ont été prononcées à l'encontre de deux délégués syndicaux (un CGT et un CFDT) des ateliers de peinture. D'autres sanctions accompagnées de mise à pied ont été prononcées contre divers militants et travailleurs de l'île.

D'autre part, une ouvrière qui revenait d'un congé de maladie, suite à un infarctus, a été licenciée. Cette ouvrière était à Renault depuis 34 ans, dont 20 sur les chaînes.

Une riposte s'est organisée, malgré les difficultés rencontrées à la veille des vacances :

— tract unitaire de la CGT et de la CFDT ;

— meeting de protestation qui s'est déroulé dans l'île.

La réforme universitaire et la fermeture des inscriptions Quand « l'ouverture sur l'extérieur » ferme les facultés...

Les inscriptions universitaires ont pris, cette année un tournant assez dramatique. Les étudiants venus s'inscrire dans certaines facultés parisiennes ont vu la porte fermée avec parfois des files d'attente comme à Dauphine.

Les files d'attente, la course aux dossiers d'inscription, les heures d'incertitude, c'est le résultat d'une réforme de l'université qui se voulait une ouverture sur la société...

La réforme Soisson l'a montré, le projet du pouvoir à l'université est de reproduire la hiérarchie sociale, de fournir le capitalisme en salariés hautement qualifiés intellectuellement et au meilleur prix. On voit ainsi des étudiants munis d'une licence gonfler les listes de demandeurs d'emploi ou accepter des emplois sous-qualifiés, faute de n'être pas rentables. On voit aussi apparaître une tendance à créer des facultés d'élite hypersélectives, formant en peu de temps un nombre limité d'ingénieurs, cadres et techniciens spécialisés et directement rentables. Ce n'est certes pas un

L'occupation continue à Danone-Marseille LES LISTES NOIRES DU PATRONAT

La première semaine d'occupation s'est achevée ce matin à 0 h. Elle a lieu jour et nuit, mais seule une poignée de travailleurs y participe. Les femmes qui représentent 80 % des effectifs n'occupent pas la nuit : cela pourrait alimenter une campagne de calomnie, d'après les responsables syndicaux...

Marseille de notre correspondant

Mercredi les Gervais ont graissé et fait tourner les machines. Il s'agit pour eux d'être prêts à « relancer l'usine à n'importe quelle heure, n'importe quel jour. » Cependant, ils n'envisagent pas de relancer la production comme à Lip. Cette question est pourtant débattue

parmi tous ceux qui soutiennent les Gervais, car cela apparaît comme un moyen de « tenir le plus longtemps possible » et surtout comme une arme puissante pour étendre la solidarité.

Le PCF a entrepris une grande campagne de solidarité : présence de son secrétaire fédéral dès le premier jour, affichage massif sur les murs de l'usine, de plus, il prépare

une fête de solidarité pour le jeudi 26 juillet. Elle se déroulera à l'intérieur de l'usine occupée... Une façon un peu pesante de marquer la lutte de son empreinte exclusive.

Cependant, le tournant de cette semaine a été pris avec les lettres de la direction. Chaque Gervais en a reçu une dans laquelle on pouvait lire : « Dans ces conditions, toute action d'occupation ne peut que nuire à vos intérêts, car il est bien certain que beaucoup d'employeurs marseillais seront réticents pour l'embauche de travailleurs s'étant livrés à des actions notoirement illégales et répréhensibles, et ceci même après un an, lorsque la période des indemnités ASSEDEC sera terminée. »

La menace est précise et révélatrice des méthodes de chantage et de listes noires du patronat marseillais. Mais, il faut certainement y voir aussi le prélude à des réactions plus dures de la direction. Jusqu'à présent, on a peu parlé de l'intervention des flics, mais il est certain que d'ici quelques temps, la question se posera. La force de l'occupation et la solidarité de la solidarité ouvrière seront alors testées.

Sectarisme, suite...

Nous sommes retournés, cette semaine, à Gervais, munis de nos articles, pour montrer comment nous avions rendu compte de la lutte et nous laver de l'accusation de « calomnier la CGT ». Nous venions en plus aux nouvelles pour pouvoir continuer à rendre compte de l'occupation. Triste fut la réaction des délégués qui nous

ont renvoyé, fermant devant nous le rideau de fer. D'autant plus triste que le même jour, radio Monte-Carlo, radio gouvernementale s'il en fut et l'AFP étaient invitées à visiter la boîte...

Cela ne nous empêchera pas de continuer, avec toutes les forces que nous avons, à raconter la lutte des Gervais.



Une nouvelle initiative marque le conflit qui oppose à Mulhouse les travailleurs de la firme Schlumpf et leur direction. On se rappelle de leur premier coup d'éclat : l'occupation du « musée de l'automobile ». Cette

« séquestration » de vieilles voitures forme en quelque sorte leur trésor de guerre. Et bien, ça y est, c'est officiel, les quelques 500 pièces du musée, estimées à près de 100 millions de francs redeviennent la propriété des

travailleurs. Le responsable départemental CFDT a déclaré samedi en débaptisant le vieux musée « par la pose de cette plaque nous voulons déposséder symboliquement les frères Schlumpf et redonner ces biens à ceux qui ont permis de les rassembler. Nous remettons ce musée à la collectivité en le baptisant « musée des travailleurs. » Depuis le début de l'occupation, près de 300 000 personnes sont venues le visiter.

Vague de licenciements dans la sidérurgie Les charettes de l'été

Profitant du départ en vacances de nombreux sidérurgistes, les maîtres des forges viennent d'annoncer plusieurs licenciements collectifs dans différentes unités de production. Mais, si la période est difficile, il faut souligner la responsabilité des directions syndicales. En effet, de nombreuses décisions de licenciements massifs étaient annoncées depuis des mois. La riposte à de telles mesures est restée très limitée.

A Usinor-Thionville, les suppressions d'emploi restent maintenues. Près d'un travailleur sur deux ne retrouvera pas son poste de travail.

Prenons simplement les cinq derniers jours. Le 20 juillet, la direction d'Usinor-Denain annonce la fermeture de l'usine du 22 août au 5 septembre. Un des hauts-fourneaux sera éteint à partir du 1^{er} novembre pour « grosse réparation ». A Usinor-Trith-St-Léger, c'est l'aciérie qui fermera définitivement le 1^{er} novembre prochain, nouvelle étape dans la « restructuration ». Cette fermeture, prévue initialement en 1978 a été avancée, compte tenu de la mauvaise conjoncture, a déclaré la direction !

D'autre part, une partie des ouvriers des hauts-fourneaux de la Chiers, à Longwy, a reçu, samedi, des lettres de licenciement. Cette

LE FEU VERT

On se souvient qu'en fin de session parlementaire, le gouvernement avait fait modifier un article de loi réglementant la notion de « service fait » par les fonctionnaires. Il s'agissait là d'une nouvelle attaque contre les formes de lutte telles les grèves du zèle, grèves des effectifs, qu'avaient mis sur pied les enseignants, postiers et agents des impôts. La modification adoptée sans broncher par la droite spécifiait que le service d'un fonctionnaire était défini dans « sa nature et ses modalités » par l'autorité compétente.

A l'époque, les syndicats et partis ouvriers n'avaient que très mollement réagi. Faute d'organiser une réelle protestation, le PC et le PS avaient cru s'en tirer à bon compte en portant le débat sur le plan institutionnel. Le Conseil constitutionnel avait été saisi par les deux groupes parlementaires. Son verdict est clair et n'étonnera personne : le Conseil vient de déclarer conforme à la Constitution cet article de loi. Dans un communiqué, l'Union générale des fonctionnaires CGT déclare que cette loi « livre les fonctionnaires à l'arbitraire ». Ce qui est parfaitement exact. Mais une telle issue, en l'absence de mobilisation un peu sérieuse, n'était-elle pas prévisible ?

Peu de fuel

Depuis vendredi, les syndicats de Montefibre à Saint-Nabord ont appelé à l'occupation de l'usine pour riposter à la décision de fermer l'entreprise par la direction du trust Montedison. C'est 1050 licenciements qui sont prévus et contre lesquels les travailleurs luttent dans ce département déjà très touché par le chômage : ce sont six mille chômeurs qui sont recensés ici.

Vivre au pays et y travailler, telle est la préoccupation des travailleurs : « Vosgiens nous sommes, Vosgiens nous resterons. »

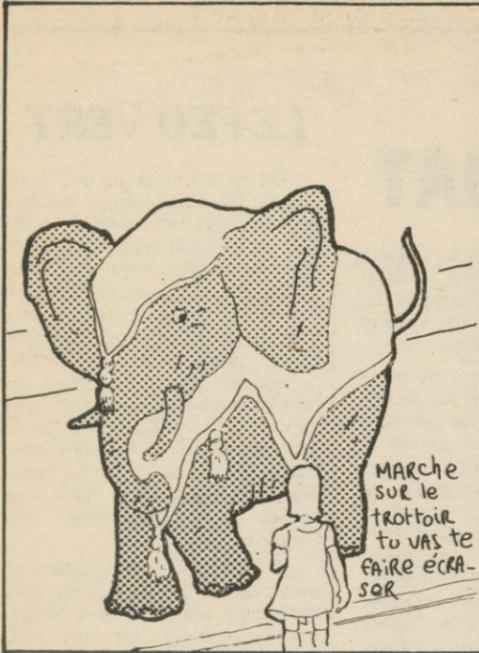
Le problème est de maintenir les colonnes de polymérisation en activité réduite pour permettre une reprise éventuelle à la rentrée, car l'arrêt des machines entraînerait une paralysie totale de l'entreprise pour de longs mois. Cependant, la réserve de fuel ne permet le fonctionnement des colonnes que pendant une semaine environ. Ce sera, avec les problèmes de popularisation, le plus gros problème qu'auront les travailleurs en lutte de Saint-Nabord.

mesure touche 389 salariés et sera effective à partir de la fin du mois de septembre. 842 licenciements sont prévus d'ici la fin de l'année. Rappelons que la CGT avait organisé une consultation sur l'occupation dont les résultats ne sont pas connus... quatre mois après son déroulement.

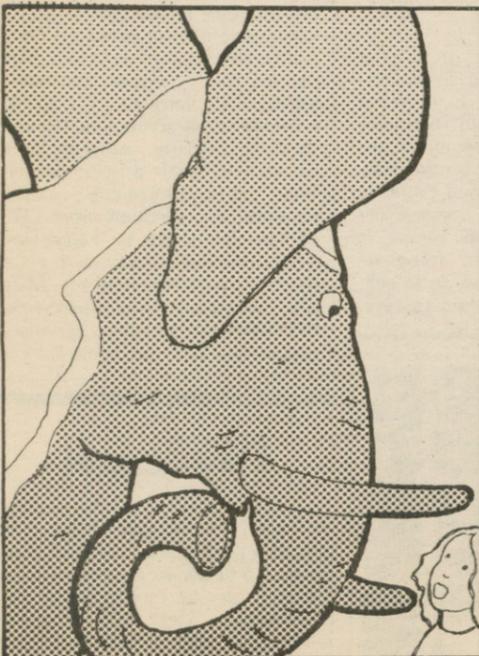
Pendant ce temps, le responsable patronal de la sidérurgie, Ferry, a rencontré, jeudi après-midi, Valéry Giscard d'Estaing. Déclaration de Ferry à la sortie de l'Elysée : « Il faudrait renforcer un peu les éléments positifs de la conjoncture actuelle par des mesures de caractère un peu plus général qui permettraient d'accompagner les efforts considérables que le patronat fait pour créer de nouveaux emplois. » Et dire que l'on compte 5 % de chômeurs en plus par rapport au mois dernier. Il faut le faire !

Sylvain Matthieu

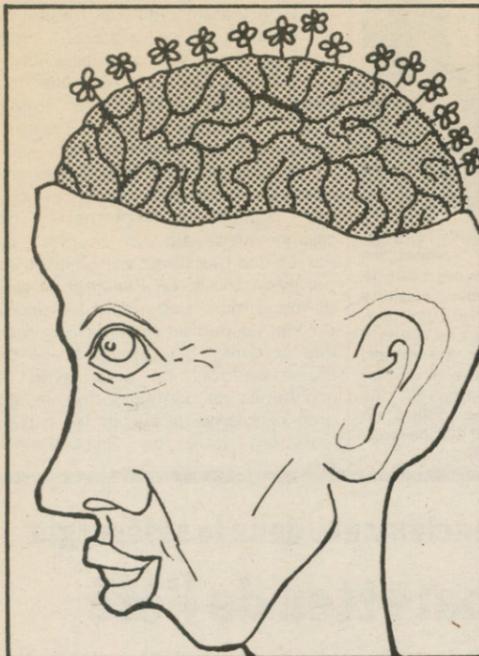
J. Golpe



Résumé: 18
 LA GAUCHE a pris le pouvoir... Elle hérite d'une situation économique catastrophique. Face à cela elle veut faire adopter les couches nouvelles aux travailleurs. La grève générale est déclenchée. Le gouvernement est obligé de se démettre... Une odeur de révolution se répand.



Le 3 août 1980, par une belle journée, un énorme pachyderme en habit d'apparat s'avance majestueux. Le magnifique éléphant n'est autre que Stanislas Dugommeux, le délégué de la gentie animale. Il est la mémoire de tout ce que la terre comporte d'espèces. Il vient contacter les hommes...



Il demande à visiter toutes les réalisations de la nouvelle société. Stanislas est favorablement impressionné par ce qu'il a déjà accompli ces petites fêtes qui marchent sur leurs deux pattes de derrière. Désormais dit-il, vous trouverez en chacun de



vous un artisan de la nouvelle vie... La loi du silence des animaux venait d'être rompue. Pour les hommes ce fut un gage de grande confiance. Eux-mêmes par déférence se mirent à apprendre le langage animal. Plein de cette nouvelle force le monde de la nouvelle vie s'édifie.

Après la faillite du « Point 85 », les associations de voyages sont contestées TOUTES DU GENRE A VOUS LAISSER EN RADE A BANGKOK ?

Au Quartier Latin, où foisonnent les organismes, associations, clubs de voyages au grand large pour des prix défiant toute concurrence, le « Point 85 » vous promettait les grands espaces de la Pampa, le vertige des Andes ou New York-Balyone pour encore moins cher que les petits copains.

Patastrac, cette année tout a foiré. 1150 candidats au paradis d'ailleurs n'ont même pas eu leurs allers-simples. Les pieds collés au pavé de Paris et leur argent dépensé pour rien, ils n'ont plus qu'à se constituer en association de défense avec peu d'espoir de revoir la couleur d'un fric souvent péniblement mis de côté depuis des mois. Du rêve d'un mois de juillet à Java au cauchemar d'une bataille juridique sans espoir, le passage est dur et refroidit de nombreux désirs de partir. La spectaculaire plainte du syndicat des agences de voyage contre une quinzaine d'associations et le rappel à cette occasion que « les seules entreprises commerciales habilitées à proposer des voyages sont les agences licenciées d'Etat », semble refermer le chemin des grands voyages aux économiquement faibles que nous sommes en général. La question se pose de savoir comment toutes ces associations peuvent proposer d'aussi bas prix et si on prend le risque de se retrouver sur le carreau à chaque fois que l'on s'adresse l'une d'entre elles.

Les associations ont le droit de proposer des voyages, mais à leurs seuls adhérents. Les prix baissent grâce au groupage des candidats voyageurs qui doivent harmoniser leurs dates de départ pour bénéficier de tarifs de groupes. Retranchez encore les ristournes étudiantes ou jeunes et déjà la comparaison avec les tarifs officiels est éloquent. Une association au niveau international permet d'obtenir de meilleurs tarifs encore auprès des compagnies. La FIYTO (Fédération of International Youth Travel Organizations) dont le siège est à Copenhague, regroupe 125 membres et fonctionne comme une bourse aux voyages. Sa gestion se fait sur ordinateur. La Ligue française de l'enseignement, la fédération Léo Lagrange, la fédération unie des auberges de jeunesse en sont membres. Inter Europe, l'une des associations attaquées par le syndicat, également.

Des billets spéciaux achetés à 50 % de leurs prix affichés par les associations. Certains de ces billets suivaient même des chemins moins orthodoxes comme ceux achetés à l'étranger et revendus en France. Ces pratiques, à la limite de la légalité, ne posaient de problèmes à personne tant qu'il n'y avait pas de pépins. Les compagnies remplissaient leurs avions, certaines associations bâtissaient des fortunes, d'autres étaient contentes de pouvoir proposer des billets à tarifs très réduits qui permettaient à des gens pratiquement limités à l'horizon européen de découvrir le monde. Une extension des tarifs jeunes ou étudiants, qui eux correspondent à une réglementation précise, avec l'accord implicite des compagnies d'aviation, a brouillé les cartes.

avait foiré. Plus de voyage. « Point 85 » rembourse. Au taux mensuel d'inflation, il n'est pas perdant. Douteux. Mais toutes les associations ne sont pas à mettre dans le même sac. Les quinze citées par le syndicat des agences de voyages sont fautives. Elles n'ont pas l'agrément du Secrétariat d'Etat au tourisme. Certaines d'entre elles ne l'ont tout simplement pas demandé ou sont en passe de l'obtenir (Club Nord-sud, Weri, Découverte du nouveau monde, Inter Europe). Avec les autres, vous prendriez plus de risques. Mais il y a une certaine hypocrisie à vouloir faire porter le chapeau d'un scandale comme celui du « Point 85 » à des boucs émissaires, alors que la situation du « Point 85 » était connue depuis longtemps dans les milieux professionnels. Alors que les activités illicites d'arnaqueurs du voyage au loin se faisaient au grand jour et qu'il se trouvait des compagnies d'aviation pour y participer indirectement en fournissant les billets.

Arnaque

Depuis huit ans qu'il existait, le « Point 85 » avait déjà eu des grosses difficultés. Il paraît que son compte à la Banque de Paris et des Pays-Bas avait eu jusqu'à 450 millions de découvert. Son patron Tranchant aurait bénéficié d'appuis bien placés. Depuis la faillite, il a disparu sans laisser d'adresse. Il avait coutume de faire payer en janvier-février des billets fournis six ou sept mois après. Un emprunt sans intérêt, qui n'en manque pas, aujourd'hui que l'argent est cher. Ils avaient inventé un voyage en Chine. Gros succès. Il fallait donner 100 000 F. d'acompte en novembre. Au mois d'avril suivant il s'avérait que le coup

Boum sur les charters

En principe, ces associations doivent demander l'agrément du secrétariat d'Etat au tourisme. Celui-ci le donne contre des garanties de sérieux de la gestion. Mais ces dernières années le développement fantastique de la demande jeune sur les grands voyages a provoqué la naissance d'un marché sauvage. Les associations ont pullulé, les unes dignes de confiance, les autres moins. Les grandes compagnies d'aviation ont voulu leur part du gâteau et se sont lancées dans des ven-

La tentation est possible, sous prétexte d'assainir la profession et de protéger les candidats au voyage, d'écarter des concurrents gênants, des associations qui essayent que la sélection par l'argent ne soit plus rédhibitoire et s'efforcent d'organiser des voyages qui sortent des circuits habituels de la consommation touristique.

David Freiman

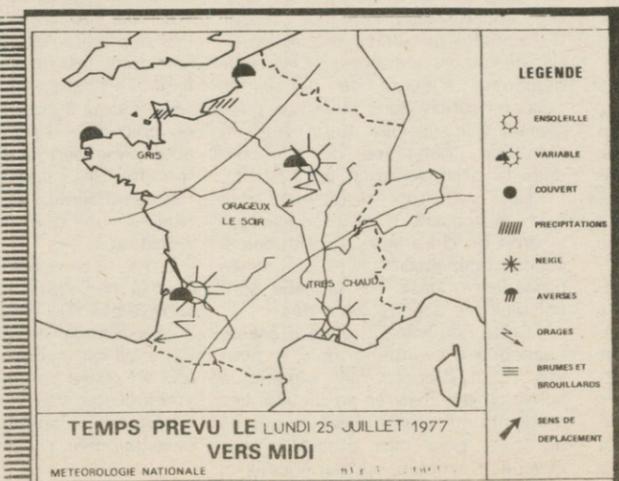
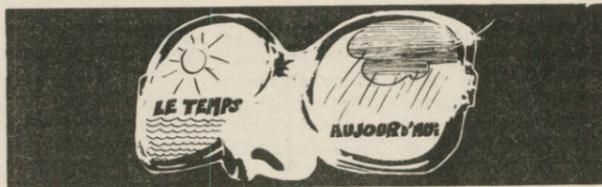


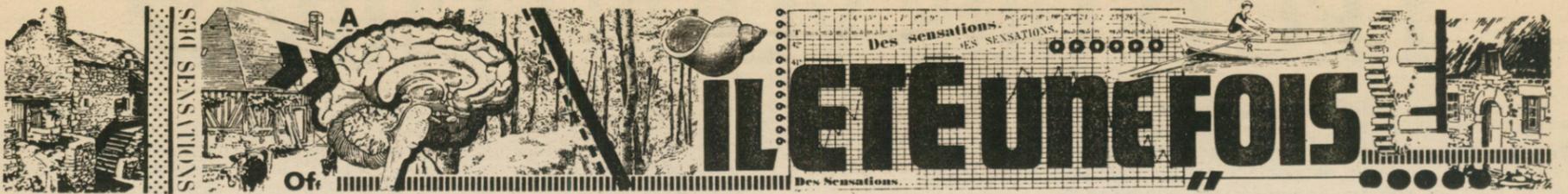
Vacances en fêtes

Marseille en ce moment, c'est le festival méditerranéen. Ce soir, au parc Chanot, à 22 h, Imanol, un basque, militant et chanteur, vous dira sûrement des trucs sur Apalategui, son frère emprisonné aux Baumettes.

PAS D'ETE POUR LES CANAILLES

« La Canaille », le resto pas cher qui a de belles affiches sur ses murs, reste ouvert tout l'été. C'est au 4, rue Crillon, dans le IV^e. Tél. : 278.09.71.





Tour de France

LE MIROIR DE LA PRODUCTION

Le Tour de France 1977 se termine en apothéose de la combinaison, dans un feu d'artifice de scandales échappés du ghetto vélocypédique. Zoetemelk positif, c'est-à-dire dopé : voilà « un traître » laché à la vindicte des foules pour détourner l'attention du reste de la troupe. Qui peut croire encore qu'il est seul ? On murmure des noms, et non des moindres.

« Au train où vont les choses », c'est peut-être Van Impe qui gagnera le Tour » murmure Henri Anglade, « et Merckx qui finira troisième » ajoute Gémiani ; une façon voilée de suggérer que Thévenet, sacré nouveau « héros national », et plusieurs fois déjà accusé

de dopage, s'est peut-être donné un petit coup de pouce pharmaceutique pour monter les cols.

Curieusement, les hypocrites organisateurs, toujours prêts à sévir à l'encontre des « sans-grades », ont refusé depuis plusieurs étapes de fournir les résultats des expertises d'urine. Si scandale il doit y avoir, mieux vaut le faire éclater après Tour, sinon mettre le prix pour qu'il reste en famille. Quoiqu'il en soit, cet ultime avatar, après tous ceux que nous avons connus durant ces 25 jours ne changera pas qualitativement les choses. Il ne fera que préciser, s'il éclate au grand jour, la crise ouverte du sport de haute compétition.

De la petite roue de Thévenet à la grande roue capitaliste

L'élasticité relative du muscle

Point n'est besoin de rappeler les données mercantiles de la « grande boucle ». Nous en avons ici décrit les multiples facettes. Au demeurant, il suffisait au spectateur le moins averti de la chose, de regarder sur les Champs-Élysées le maillot jaune. Il pouvait y voir, à travers un homme-sandwich, le concentré de 22 jours de débauche publicitaire, financière et politique. Que cette victoire soit entachée de soupçons, cela relève d'une vertu quelque peu anachronique. Le doping, c'est l'arbre qui cache la forêt, n'en déplaise aux chroniqueurs d'un « sport propre » qui n'est plus, depuis longtemps, de saison.

Il est plus intéressant de comprendre les termes de la crise du Tour de France. Car, à travers elle, l'on retrouve la crise d'une société, dont le sport de compétition n'est qu'un des reflets. A l'ère monopolistique correspond le Tour de France actuel. Son gigantisme, son industrialisation, sa vocation internationale expriment, par le biais des firmes qui le fécondent, l'âpre concurrence du marché européen.

Ti-Raleigh finance Thurau, Peugeot manage Thévenet : c'est la traduction d'un combat entre firmes du cycle, l'une pour s'implanter sur le marché français, l'autre pour y conserver sa prépondérance. Plus la sollicitation marchande est grande et plus l'investissement est important, avec pour ambition une recette finale proportionnelle escomptée. Mais, si l'investissement peut se multiplier à l'infini, le véhicule humain, lui, reste limité dans ses potentialités.

L'élasticité du muscle a ses points limites. D'où une distorsion grandissante entre la mise et l'outil qui doit la faire fructifier. C'est à ce niveau qu'interviennent les techniques : technocratie de la course, amélioration des équipements, mais aussi tentatives d'influer artificiellement sur le support humain.

La caravane de la mort

Un paradoxe naît de cette contradiction, mais qui n'est qu'illusoire : l'épuisement du personnel pédalant va à l'encontre d'un placement à long terme. De sorte que, malgré les écoles de sport et toutes



les autres formules de recrutement, le « vivier cycliste » est à sec. Qui plus est, les modifications de structures (que prône la gauche dans un grand élan salvateur) sont lentes à venir. Le hiatus entre le bureaucratisme de celles-ci et l'idée de performance est plus que jamais patent.

Enfin, la crise des valeurs n'a pas épargné ces marginaux que sont les coureurs. On l'a vu dans ce Tour, ces derniers confusément, salariés d'un nouveau type, aspirant à un statut, à des assurances, opposés dans leurs fondements à l'esprit sauvage et individualiste de l'épreuve. « Je vaux 1 h 20 au contre la montre », « un tel produit un effort »... derrière l'écorce des mots, c'est une véritable lutte de classes, quel qu'en soient les écrans et les impasses, qui s'est déroulée sous nos yeux : grève du zèle, revendications, grève d'urine, solidarité collective contre les sanctions, etc. Car, les coureurs savent mieux que quiconque qu'un jour citrons pressés, ils iront au rencart. La carrière d'un cycliste « pro » a consi-

dérablement rétréci ces dernières années. N'en déplaise aux chantes de « l'effort gratuit », il s'agit au contraire d'une course lente à la mort, même si elle ne se termine pas pour tous les coureurs, comme pour Tom Simpson sur les pentes du Ventoux.

A l'image du vieux monde, le Tour de France n'est-il d'ailleurs pas une gigantesque caravane mortuaire ?

Négation du plaisir à travers la course au rendement, quadrillage de l'espace par l'organisation militaire de l'espace (avec l'aide de la gendarmerie et l'armée), robotisation des individus grâce au barnum ambulancier, manipulation collective par le biais des mass médias à la Zitronne : sous des dehors estivaux, la réalité quotidienne dans les usines et les HLM.

Combien symboliques furent à cet égard les départs ou les arrivées devant les boîtes de firmes impliquées dans la caravane ! Il y aurait beaucoup encore à écrire dans cette sociologie du Tour et notamment sur les mécanismes qui dissolvent bien

souvent la conscience de classe de milliers de travailleurs devant le petit écran. Le sport de compétition, opium du peuple, entreprise de division, chloroforme à l'usage de la bourgeoisie, ce sont des évidences. Mais les souligner et les décrire, action récurante, n'en efface pas comme par enchantement les effets pernicieux.

Il s'agit là d'un débat d'importance sur l'idéologie dominante et ses formes de reproduction qui n'en est qu'à ses débuts, malgré quelques tentatives et auteurs méritoires.

Tâche de démythification énorme, compte tenu de l'attitude de la gauche en général sur ce terrain qui se borne à dénoncer les gangrènes publicitaires du sport pour en conserver le squelette stackanoviste.

Aussi, si d'aucuns annoncent aujourd'hui l'acte de décès du sport de haute compétition, tout en partageant leur optimisme, devons-nous nous atteler à travailler à ses funérailles.

Frank Tenaille

OUVREZ LES YEUX, OUVREZ LA TELE

Sélection des programmes TV, semaine du 24 au 30 juillet

A ne pas manquer

Mercredi 26, à 22 h 15, TF 1 : Sillages : *Agnès, Denise, Jeanne et les autres* (réalisation : Nat Lilienstein) : portrait de trois femmes (une ouvrière, une cultivatrice, une sage-femme) avec une visite à la clinique des Lilas.

Vendredi 29, à 20 h 30, FR 3 : l'inné et l'acquis : *L'Enfant de l'homme et l'enfant de l'animal* (réalisé par Cl. Massot, dont nous avons vu récemment *la Chronique des indiens wayanas*).

Les autres émissions intéressantes

Lundi 25, à 20 h 30, A 2 : Magic Circus (*Jes Grands Sentiments*, spectacle du Grand Magic Circus, filmé par Pierre Barouh).

Lundi 25, 21 h 55, TF 1 : la leçon de musique : Olivier Messiaen.

Mardi 26, 15 h 55, A 2 : le festival de théâtre de Nancy.

Mardi 26, 22 h 30, TF 1 : Préface. Nouvelle émission littéraire présentée par Gonzague Saint-Bris (pour voir... sans se faire d'illusion).

Vendredi 29, 21 h 30, FR 3 : Quelques Afriques : au Cameroun.

Les films de la semaine

Lundi 25, 20 h 30, TF 1 : *le Pélican* (G. Blain).

Lundi 25, 20 h 30, FR 3 : *la Maison du Maltais* (P. Chenal, 1938).

Jeu 28, 20 h 30, FR 3 : *Je t'aime, je t'aime* (A. Resnais, 1967).

TELEVISION

LUNDI 25 JUILLET

TF 1

- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.40 **Une minute pour les femmes**
- 20.00 **Journal**
Entre Roger Gicquel et les communistes de l'aérospatiale, la concorde est-elle rétabli ?
- 20.30 **Le Pélican**
Film français de Gérard Blain (1973)
Avec ce film à contre-courant, Gérard Blain, raconte le déchirement d'un père pour son enfant de qui il est séparé. Où comment le droit de propriété des parents sur les enfants mène à la délinquance...
- 21.55 **La leçon de musique :**
Olivier Messiaen
Musicien peu connu, pourtant un de ceux qui enfant la musique contemporaine, Messiaen nous est présenté ce soir par Guy Reibel. Et comme, c'est une émission de l'Institut national de l'Audiovisuel, qui travaille rarement dans la débilite, ça risque de valoir le coup d'oreille...
- 22.50 **Journal**

A 2

- 19.20 **Actualités régionales**
- 20.00 **Journal**
Sans Roger Gicquel et les communistes de l'aérospatiale, qu'est-ce qu'on va s'emmerder...
- 20.30 **Magic Circus**
Le big bazaar de Jérôme Savary présente les *Grands sentiments*, dont nous avions dit tout le mal qu'on en pensait dans *Rouge* il y a quelques mois. Mais, peut-être qu'à la télé...
- 23.15 **Journal**
Entre Roger Gicquel et les communistes de l'aérospatiale, ça vole bas...

FR 3

- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.40 **Pour la jeunesse**
- 19.55 **Flash journal**
- 20.00 **Les jeux de vingt heures**
- 20.30 **La Maison du Maltais**
Un film de Pierre Chenal (1938)
Exemple parfait d'un certain cinéma français d'avant-guerre, mauvaise conscience de la colonisation et de l'œuvre « civilisatrice » de la France, qui met ici en scène des petits trafiquants, des escrocs minables, des policiers « marginaux », bref tout un petit monde qui reflète à merveille que le colonialisme (le film se passe en Tunisie) et les bordels, ça marche ensemble... A voir néanmoins pour Louis Jovet, Dalo et Pierre Renoir. On peut se dire aussi, si on aime vraiment beaucoup le cinématographe, que ce sont là « nos » films noirs « à nous »...
- 21.55 **Journal**

LECTEURS VOUS ECRIVEZ

Une page de courrier. Au hasard de vos réactions, de vos envies de nous engueuler ou de parler, une page sans thème, sans ordre, une page miroir, la dernière de l'été. A partir de demain nous publierons chaque jour une colonne de vos lettres, à la place de la bande dessinée qui se termine aujourd'hui. On aimerait bien d'ailleurs que vous écriviez ce que vous en avez pensé. On aimerait aussi que les trois dernières pages du journal pendant le mois d'août débordent de chroniques, de reportages, de photos... faites par vous. Ce n'est pas qu'on soit secs, mais août est creux, quoiqu'on en veuille et on se débat moins avec la place. Une occasion en or pour vous d'en prendre une dans le journal. Si ça marche, on continuera toute l'année. Envoyez des cartes postales.

Quelques sujets nous intéressent plus que les autres : les colonies de vacances, du vécu, du vivant, du critique ; les maisons familiales ; les campings populaires ; le flicage ; les jeux bêtes ; la drague ; les arnaques ; etc.

Ecrivez, on publiera.

Sardou, c'est plus de débat que l'URSS

« En ce qui concerne le quotidien actuellement : il paraît difficile d'envisager une autre répartition pour la place accordée à chaque rubrique. Toutefois, il ne faudrait pas que cette répartition demeure aussi rigide qu'elle semble l'être parfois, malgré l'effort de mêler la politique, le social et société-vie quotidienne. »

« A propos du contenu, il ne faut pas hésiter à faire connaître le point de vue de l'organisation. Il faudrait également essayer de multiplier les reportages d'envoyés spéciaux ou de correspondants afin d'éviter la réécriture de dépêches d'agences. L'équipe de rédaction devrait méditer sur le fait que l'article sur Sardou a permis d'ouvrir le débat de fond sur les libertés dans la société socialiste (ce que n'a pas fait, ou alors les échos n'en sont pas parvenus à la surface du quotidien, la série d'articles sur l'URSS et les oppositions qui s'y manifestent...). »

Dominique

Quelques conseils

Sur Rouge :

1. Les articles de Jean-Gilbert du CAP manquent, de même que la faucille et le marteau de la dernière page, de même que les articles historiques du type « Il y a dix ans », de même que les dessins de Wiaz.

2. A propos de dessins, leur graphisme manque de variété, il ne manque pourtant pas d'as du crayon dans l'orga.

3. Il serait bon que le comité de rédaction informe les lecteurs de la vie du journal (départ d'un(e) camarade, embauche d'un(e) autre, suppression d'une rubrique).

4. Le courrier des lecteurs doit tenir une place importante mais certaines lettres appellent une réponse même brève.

5. Rubrique armée : ras le bol des échos de lutte ou de répression, il faut des articles décrivant : où en sont les comités de soldats, la crise de l'institution militaire, la construction d'un mouvement civil de soutien.

6. Il faut continuer à publier des articles du type « reportage-interview » sur une boîte d'électronique spécialisée dans l'espionnage des militants syndicaux, de même que les documents « confidentiels ».

Rouge c'est plutôt chiant

« Je n'ai pas de parti pris pour les rubriques, je lis suivant mon état du jour. Tout ce que je peux dire c'est que j'achète « Rouge » parce que les informations m'intéressent et je dois dire que Rouge est plutôt chiant à lire et pas assez relaxe. Pour ce qui est de la haine de classe, je ne la ressens pas du tout dans votre journal. Rouge n'a pas assez de ventre, pas assez de tripes ! La haine est quelque chose qui doit être utilisée pour avoir de la force, et pas à tort et à travers. Vous n'êtes pas assez branchés sur la canalisation des forces humaines et cela est une grande lacune pour la révolution ! Je vous écrirai mieux à ce sujet. »

A.P.

On ne peut plus rien se permettre

Dans la période actuelle, plus que jamais le canard devrait réellement être le fil à plomb de l'intervention de la LCR, mais il ne doit pas avoir peur de lutter à « contre-courant » d'un certain nombre de tendances, de glissements qui se font jour actuellement. Cela se reflète à travers les réactions de nombreux (ses) camarades militant(e)s et sympathisant(e)s qui doivent être un signal d'alarme et constituer une évolution assez inquiétante :

— désintérêt des questions politiques centrales et aussi de l'analyse politique de fond ;

— attrait pour les terrains de lutte dits « marginaux » pour les « fronts secondaires » ;

« Cela donne des réactions du style : « Faut être plus cool », voir « tu nous emmerdes avec ton léninisme poussiéreux » et cela aboutit à l'assimilation « politique = truc chiant » dans la tête de nombreux camarades.

« Face à cela, la fonction de politisation, d'homogénéisation du canard devient primordiale. Dans les années 1950 (que je n'ai pas connues, je vous rassure), on aurait pu se permettre une organisation de crise, un canard à côté de la plaque, des militants désabusés, maintenant, non ! Dans la situation actuelle, vu les échéances qui vont dans quelques mois nous tomber sur le dos, on ne peut plus se permettre cela ! Il va falloir dans les mois, les années qui viennent, affirmer nos positions, notre analyse sans équivoques... »

Tony, militant Orsay

Des débats, toujours plus de débats

« Le courrier des lecteurs est pour moi très positif, mais il ne suffit pas d'ajouter au Rouge actuel un soupçon de Libé pour en faire un bon instrument des révolutionnaires. »

« Ma suggestion pour amorcer cette dynamique : consacrer, tous les jours, deux pages à des débats sur les tâches des révolutionnaires dans la période qui vient, dans tous les domaines, incluant le courrier des lecteurs et des tribunes libres ou plutôt des tables rondes entre organisations révolutionnaires, entre représentants de mouvements de masse, structures militantes et comités divers ou personnalités (pas trop de ceux-là).

révolutionnaires. Et surtout, elle commencerait à faire de Rouge un journal vivant, aidant à comprendre et assumer collectivement la révolte de chacun et nous préparant tous à répondre aux échéances qui viennent. »

A.M.

De la vie et des dossiers

« Il lui faudrait seize pages car je pense qu'en plus des rubriques existantes (qui sont bien présentées), il faudrait une rubrique sport (pas forcément tous les jours) et des dossiers sur la vie quotidienne (deux pages comme dans Lutte ouvrière) : des dossiers sur les bidonvilles, les expropriations, les logements, les prisons, la retraite, les conditions de vie pour les vieux, les conditions de vie dans les usines, les comités d'entreprise, la fête des

Chaque année je surveille avec attention le Tour de France. C'est une distraction qui revient chaque année dans ma vie de solitaire. Je ne pense pas être aliéné. D'ailleurs pourquoi j'achèterai Rouge ? L'intellectuel ne peut pas comprendre. Je suis soucieux de lire un journal révolutionnaire. Rouge doit rendre compte du sport ; de quoi parle-t-on dans les ateliers ? Avant j'achetais Libé et j'ai changé pour Rouge justement parce que c'est un journal plus proche du prolo ; Alors qu'il le reste ! J'aimerais connaître les réactions des lecteurs de Rouge sur ce sujet. Salut. »

A.L. Un chômeur sportif

Affichettes

...Il ne faut pas penser au 16 pages avant d'accroître le nombre de lecteurs et surtout d'acheteurs. Il me semble que les gars qui achètent

qu'il ne connaît pas encore, l'autre. Celui ou celle qui le reconnaîtra. Il profite d'un temps mort sur la scène d'un café-théâtre, se montre, se fait connaître, et attend. Il se donne 300 représentations, 300 chances sur lesquelles il espère qu'il va rester quelqu'un ou quelqu'une, après le spectacle, et que quelque chose va se passer pour lui, pour eux. Et ça m'a plu. Je me sentais concernée sans arrêt pendant le spectacle. Je croyais sentir la question, les appels du pied : « Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui va me répondre, qui va causer avec moi ? Je vous attend ». Et je me sentais en colère de ne pas arriver à répondre, à quitter ma place de spectatrice. Alors je suis restée à la fin du spectacle, et je voulais savoir s'il attendait vraiment les autres. Quand le gros de la foule est parti, il ne restait que quelques personnes semblant attendre quelque chose, mais qui petit à petit sont parties. Au bout d'une demi-heure, il ne restait que quatre ou cinq amis, copains ou connaissances. On nous dit que les portes vont fermer. Je suis allée trouver Rufus dans un coin qui était en train de donner un coup de fil. Je lui ait demandé : « Est-ce que les gens essaient de causer après ? — Ça dépend, c'est faisable. — Mais c'est ce que tu racontes, que tu attends ? — je raconte des choses qui concernent les gens, je raconte leur vie. Il y en a beaucoup qui participent. On sent qu'il y a quelque chose qui se passe entre nous pendant le spectacle. » Interrompus par des mecs qui lui apportaient du matériel, on n'arrive pas à causer. Il m'a dit aussi entre deux interruptions : « Mais tu sais, les gens, on les rencontre aussi dans la vie, dans un café, dans la rue. » (...) Je suis repartie frustrée, l'impression d'une perche qu'on vous tend et qu'on vous retire au moment où des spectacles qui ne sont pas des spectacles ; qui ont un autre rôle que le divertissement, où ceux qui ont sauté le pas de l'expression en public, de la création, aideront les autres à s'exprimer, à dire, à créer... Et seront prêts eux aussi à apprendre des autres. Ça existe j'en suis sûre. Il faudrait en causer.

Marie

Humour

Chers amis, Les croyants et peaux-rouges vous faites la même erreur : le barre-atteint. L'humour est la meilleure des solutions.

La révolution : hm !...

L.B.

PS : l'argent est un moyen.

Prétexte

Dans Rouge :

1) La spécificité de la lutte des femmes sert de prétexte à la non-confrontation des positions en présence, l'état réel de la discussion dans le mouvement n'est pas exposé.

2) La position propre de la LCR est introuvable : elle est réduite à une sensibilité anti-fallicratique sans programme.

La voix des femmes n'est pas spontanément révolutionnaire. Le socialisme réconciliera les sexes ; pour le construire il faut la rigueur de la critique. Les déclarations d'intentions ne suffisent pas. En dépit des critiques la rubrique « femme » est toujours le parent pauvre du quotidien. La lutte pour sauver Rouge passe aussi par là !

Bon courage !

J.M.C.



M. Mélo

« Ces débats se poursuivraient d'une semaine sur l'autre avec des sujets permanents (par exemple tous les mardis le mouvement des femmes, son rôle dans la période qui vient, sur quoi et comment intervenir prioritairement, quel est l'apport des expériences étrangères, etc., tous les mercredis, l'intervention dans les syndicats ouvriers, la gauche syndicale, quelle alternative réelle aux directions réformistes, etc., tous les jeudis, la vie quotidienne au travail et au lycée, peut-on amorcer des actions sur ce terrain, etc.) et des sujets plus conjoncturels (du type Sardou, les législatives, autodéfense ouvrière, les perspectives dans les pays de l'Est, etc.) ; ils dureraient plus ou moins longtemps selon l'afflux des lettres et l'urgence des sujets. »

« Il faudrait une équipe pour organiser des tables rondes, choisir des lettres, vérifier que le langage reste accessible... Même, avec peu de moyens, cette initiative jouerait le rôle des « grandes enquêtes de notre envoyé spécial » avec des centaines d'envoyés spéciaux et un dialogue essentiel pour tous les

mères, les loisirs, la pêche et la chasse, etc.

« Un quotidien communiste ne doit pas avoir honte de parler de la vie quotidienne, c'est elle qui en fait reflète le mieux les inégalités et les injustices que la société pourrie dans laquelle nous vivons engendre, c'est elle qui nous fait découvrir le chemin de la lutte des classes (quand j'étais à l'armée (1973-1974), je faisais lire Rouge et Lutte ouvrière à mes copains (ouvriers), ce qui les intéressait le plus, c'était les dossiers que LO présentait et qui parlaient souvent de sujet de la vie quotidienne (...). »

Le sport

« Que Rouge parle du Tour de France, je trouve cela très bien. La seule chose que je demande c'est qu'il en soit parlé de manière bien différente que dans l'Equipe. A l'enseignant angoissé de Nanterre, je répondrai que personnellement le sport m'intéresse beaucoup et que je suis content de trouver parfois dans Rouge des articles sur l'actualité sportive.

Rouge l'achète pour sa qualité (information que l'on ne trouve pas ailleurs, etc.). Serait-il possible d'acheter des petites affiches livrées avec le quotidien et qui seraient mises dans les librairies.

Bon. Pour ce qui est du contenu du journal, il faudrait que le journal en entier ressemble à la rubrique internationale (surtout les articles sur l'Espagne ou le dossier sur le Sahara occidental...). Dans cette rubrique on sent que derrière le journal existe une organisation internationale ce qui permet des articles vivants.

Patrick

Rufus

La culture c'est très important. (...) Je ne demande si les spectacles dits « de gauche », faits par des gens ayant des idées « de gauche », sont vraiment différents, si ils servent à autre chose qu'à nous divertir, passer un moment. Il y avait dans plusieurs Rouge une publicité pour le nouveau spectacle de Rufus, au café de la gare. (...) Seul sur scène. Il vient de son Massif central natal à Paris, pour rencontrer quelqu'un